

## Qu'est-ce que l'Union européenne ?

Ulrich Beck

La visite du Pape en Turquie a remis la question dans l'actualité : la Turquie fait-elle partie de l'Europe ? Le débat ne date pas d'aujourd'hui. Dans les années quarante déjà, Edmond Vermeil pour la France et Rohan Butler pour l'Angleterre avançaient la thèse d'une conscience de devoir anti-occidental des turcs, qui serait enracinée dans la foi témoignée par la société musulmane aux autorités et au militarisme turc. Au milieu des années soixante, Ralf Dahrendorf vint renchérir avec sa thèse selon laquelle il existerait une voie turque spécifique vers la modernité. L'idée centrale était que, en Turquie, l'industrialisation n'a pas été accompagnée de la formation d'une bourgeoisie forte, mais s'est produite dans la nation tardivement constituée sous l'égide d'un Etat dominé par les vieilles élites dirigeantes de l'aristocratie et des grands propriétaires.

Ainsi prit forme, selon Dahrendorf, une « société industrielle féodale » avec des structures autoritaires et « des individus ignorants du monde moderne dans le monde moderne ». Il n'y aurait par conséquent rien d'étonnant au fait que, malgré des convictions démocratiques ancrées dans tous les groupes de la population turque, celle-ci approuve plus souvent que dans tout autre pays de l'Union européenne un style gouvernemental autoritaire.

Le lecteur l'aura compris : j'ai ici fait appel au principe de la permutation, substituant la Turquie à l'Allemagne. On voudra bien exceptionnellement me permettre cette astuce. Car, si surprenant qu'il soit, les arguments aujourd'hui requis contre l'intégration de la Turquie dans l'UE sont, dans le report historique, ceux mêmes avancés contre l'intégration de l'Allemagne d'après-guerre, vaincue et anti-occidentale, dans la communauté d'Etats occidentaux européens. C'est en tout cas ce que révèle Jens Alber dans son article « La Turquie fait-elle partie de l'Europe ? » (*Leviathan*, 2004). A l'instar du regard aujourd'hui porté sur la Turquie, l'appartenance de l'Allemagne au cercle culturel occidental fut mise en question jusque dans les années soixante.

L'auteur remarque aussi pertinemment que la thèse de la bourgeoisie faible et de la société civile allemande sous-développée continue d'être soutenue et analysée par des historiens allemands notamment, parmi lesquels ceux qui mettent aujourd'hui bruyamment en garde contre l'entrée de la Turquie dans l'UE, à savoir Ulrich Wehler et Heinrich August Winkler.

De telles comparaisons sont naturellement toujours problématiques. Qui prétendra pouvoir en toute légitimité mettre sur le même plan la situation de l'Allemagne occupée et divisée d'après-guerre dans

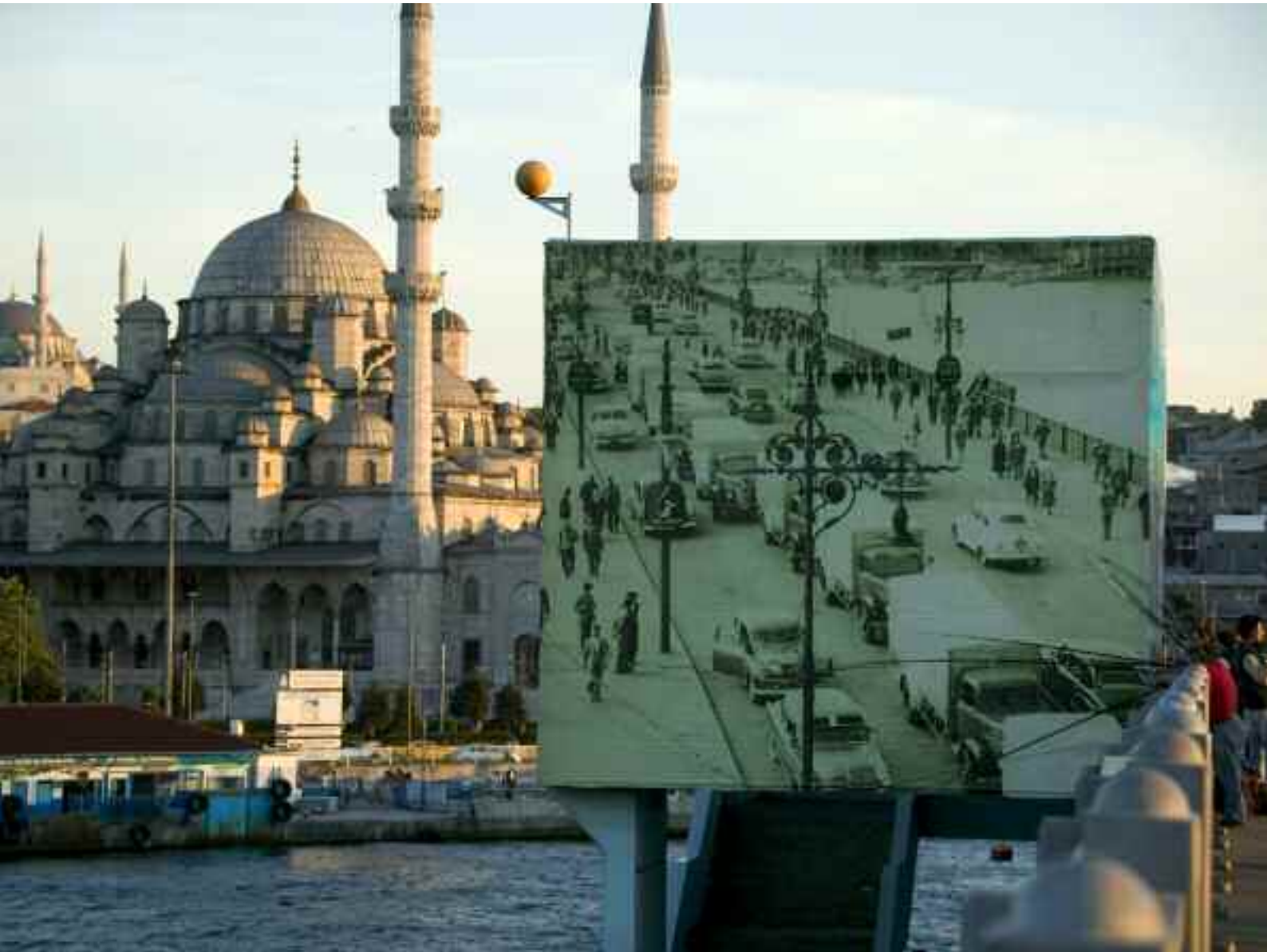
le conflit Est-Ouest avec la situation centrale de la Turquie à l'orée du troisième millénaire ? Mais une comparaison ambiguë permet aussi d'aborder cette importante question partout débattue : « Qu'est-ce que l'Union européenne ? »

Au-delà des sempiternelles discussions, elle reste une formation largement incomprise et indéfinie. Sa nouveauté la distingue de tous les concepts d'Etat connus jusque-là. Les européens ne constituent pas un peuple, ni une nation. Des pays

membres variables, des frontières variables, une géographie politique variable, voici ce qui au contraire caractérise l'Union. En clair : il n'y a pas l'Europe, mais une européisation – un processus, un apprentissage historique de découverte et d'épanouissement de l'âme européenne. Les allemands précisément, qui ne sont devenus européens que sur l'arrière-plan d'une guerre mondiale perdue, ont toutes les bonnes raisons d'enregistrer cela dans leur mémoire historique et leur identité.

A cela s'ajoute que ce processus d'auto-européisation fait effet au-delà des frontières. Il est moins lié à l'entrée de la Turquie dans l'UE, qu'à l'anticipation de cette entrée et, du même coup, à la promesse de l'intégration de la Turquie après un processus d'auto-européisation. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas du tout celle de l'entrée de la Turquie comme membre de l'UE, mais de savoir si l'anticipation de cette appartenance suscitera le pouvoir d'auto-européisation à la « maturité pour l'entrée dans l'UE » de la Turquie dans 10 ou 20 ans.

**Il n'y a pas d'Europe, mais une européisation, un apprentissage historique de l'âme européenne**



**Yeni Mosquée. Istanbul.** / BRUNO BARBEY/MAGNUM

Mais cette promesse d'intégration aujourd'hui n'est pas désintéressée. Cette séduisante appartenance à l'UE constitue du même coup pour les Etats de l'Union une sorte de police d'assurance contre les menaces émanant de sociétés voisines instables. La promesse d'intégration de l'Union incite les pays non membres à une auto-pacification par intérêt personnel – conduisant à l'intérêt de tous. La relation de l'UE et de la Turquie repose donc sur un pacte au-delà des frontières : la stabilité contre la promotion d'une intégration.

La tentative de définir l'Union européenne à partir d'une origine culturelle commune, de valeurs occi-

dentales chrétiennes, est vouée à l'échec. L'UE est issue des horreurs du XX<sup>e</sup> siècle : de l'autodestruction des valeurs occidentales au cours de deux guerres mondiales, de l'holocauste, de la terreur stalinienne. Ce qui fait l'âme de l'Europe, c'est le processus d'apprentissage historique, le miracle européen : comment d'ennemis on est devenu des voisins.

C'est peut-être la raison pour laquelle le Pape, qui a reconnu la signification historique universelle d'un rapprochement entre chrétiens et musulmans, plaide pour la promesse d'une appartenance européenne future et par conséquent pour l'auto-européisation de la Turquie. ■